



REPUBLIQUE D'HAÏTI

# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

TRESOR PUBLIC

N° 006

Direction Générale du Trésor  
et de la Comptabilité Publique

BULLETIN STATISTIQUE

DE LA DETTE PUBLIQUE

Mars 2018

BULLETIN N° 006  
2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE

EXERCICE 2017-2018

### Note de l'édition

Le projet de développer de nouveaux instruments financiers pour diversifier le portefeuille de la dette publique porte déjà ses fruits. Aujourd'hui, grâce à cette avancée, il est prouvé qu'en Haïti le financement de l'investissement public peut, de façon complémentaire, être aussi assuré par la dette interne. Les crédits fournisseurs qui aident à financer les équipements d'exploitation agricole, les obligations PSUGO qui finance en partie le projet d'éducation pour tous sont entre autres les nouveaux instruments financiers développés depuis tantôt quatre ans qui montrent que le marché financier haïtien est à ses balbutiements et que son organisation est une priorité pour l'Etat Haïtien.

Dans une perspective de divulguer les avancées réalisées, de faire une photographie du portefeuille de la dette publique et de présenter les défis à surmonter, le titulaire du Ministère de l'Economie et des Finances, Monsieur Jude Alix Patrick **SALOMON**, apporte son plein soutien à la publication du bulletin trimestriel de la dette publique haïtienne.

Par cette initiative, le Ministre de l'Economie et des Finances veut promouvoir la culture de la transparence et encourager les recherches académiques et scientifiques en finances publiques.

Cette sixième édition est conçue et réalisée grâce à la diligence de :

- M. Jean Bouco **JEAN JACQUES**, Directeur Général Adjoint à la Réforme ;
- Mme. Guerda M. **PIERRE-TOUSSAINT**, Directrice de la Trésorerie et de la Dette
- M. Lubin Géraldy **SANTANA**, chef du Service de la Stratégie d'Endettement et de la Gestion des Risques (SEGeR)
- M. Jean Joad Junior **CLEMENT**, Analyste économique au SEGeR
- M. John **LAFOND**, Analyste financier au SEGeR
- M. Jean Alix **PIERRE**, Technicien en Finances Publiques au SEP

DTD / SEGeR/ SEP



## 1. EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE HAITIENNE

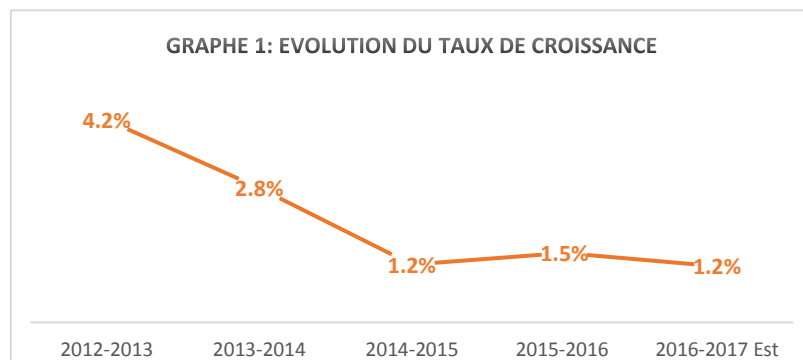
Un focus sur les cinq (5) dernières années d'évolution de l'économie haïtienne peut nous faire remarquer qu'elle a fait face à certaines difficultés qui ont entravé sa croissance. Entre autre difficultés, nous pouvons citer les troubles sociaux économiques, politiques, climatiques etc. Le ralentissement de l'économie est mis en évidence par le comportement et le faible niveau des indicateurs par rapport à l'année de départ<sup>1</sup> retenu. A titre indicatif, nous présenterons le taux de croissance du PIB, le déficit budgétaire, la balance commerciale...<sup>2</sup> qu'a connu le pays. Ce constat s'avère évident car, la majeure partie des indicateurs économiques sont à des niveaux faibles et insatisfaisants.

### TAUX DE CROISSANCE DU PIB

De 2013 à 2015, le taux de croissance du PIB ne fait que chuter. En 2016, il a connu une faible remontée, sans pour autant atteindre la barre des 2%, pour ensuite rechuter à 1.2% en 2017. Le tableau ci-contre montre la situation pour les 5 dernières années.

### DEFICIT BUDGETAIRE

La supériorité continue des dépenses publiques par rapport aux recettes publiques devient une dure réalité au niveau des



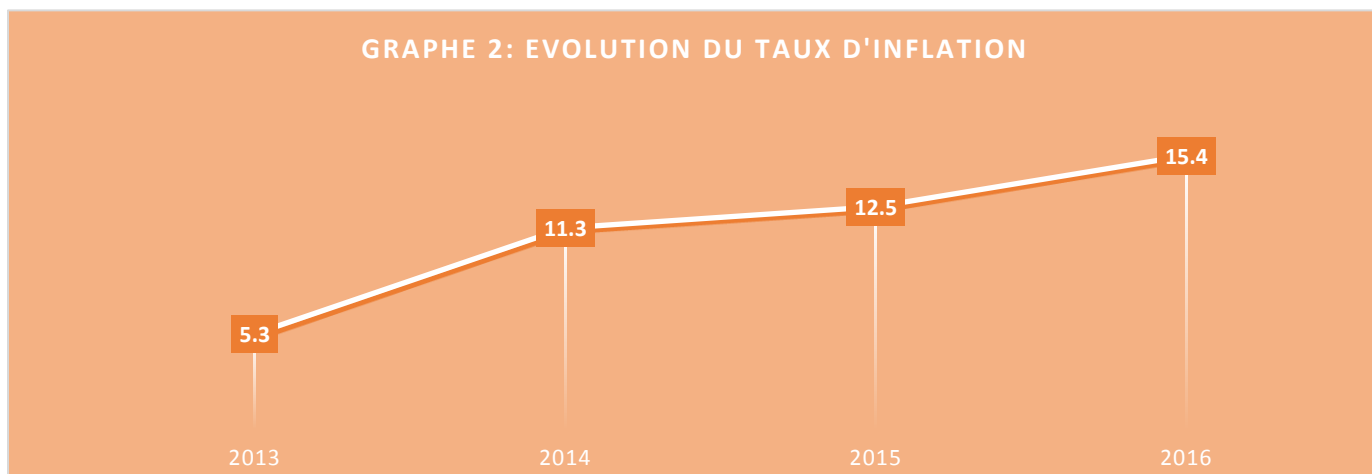
finances publiques haïtiennes. Cette situation creuse d'avantage le déficit budgétaire, lequel est généralement financé par les avances de fonds de la BRH. Ce mode de financement peu orthodoxe a un certain impact sur l'évolution de la dette publique, sur l'inflation et également sur le taux change (tendance dépréciative de la gourde). Il importe de noter qu'au 30 septembre 2017 le déficit constaté a été de 5,862 millions de gourdes (Référence protocole MEF-BRH 2017). Au terme du premier semestre de cet exercice fiscal, le déficit a été évalué à environ 9 milliards de gourdes. En effet, il s'agit d'un déficit momentané puisqu'on est encore au milieu de l'exercice fiscal et qui, selon les prévisions, devrait être régularisé par l'émission de 3,2 milliards de gourdes de Bons du Trésor et de 35 millions de dollars en appui budgétaire ainsi que les gains financiers sur l'ajustement des prix des produits pétroliers..

### BALANCE COMMERCIALE

Durant les cinq dernières années, le volume des importations ont triplé tandis que celui des exportations a connu une situation plutôt statique. Cette situation génère une balance commerciale déficitaire sur toute la période considérée. Il faut noter aussi que cette balance commerciale déficitaire s'est accrue à une vitesse vertigineuse.

### NIVEAU D'INFLATION

A côté des indicateurs sus présentés, il y a également l'inflation qui ne cesse d'augmenter en dépit des efforts des autorités étatiques.



<sup>1</sup> L'année de référence étant 2013

<sup>2</sup> Les données présentées dans cette section sont tirés des études réalisées par la Direction des Etudes Economiques (DEE) du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)



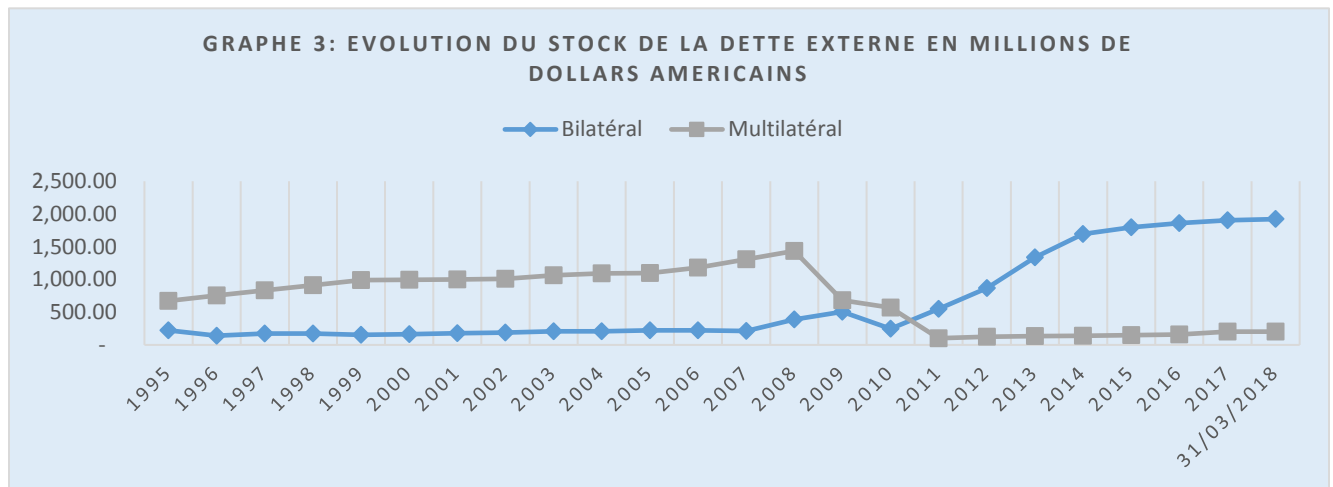
## 2. EVOLUTION DE LA DETTE EXTERNE D'HAÏTI

### ENCOURS EXTERNE

L'encours de la dette externe d'Haïti a connu une tendance croissante au cours de ces 25 dernières années. Cette tendance est justifiée par le recours du pays à l'emprunt extérieur pour financer le déficit budgétaire récurrent dont il fait face depuis plusieurs années.

Le stock de la dette publique a subi une augmentation de **6.26%** au 30 septembre 2015 par rapport au 30 septembre 2014. Presque le même rythme de croissance a été maintenu jusqu'au 31 mars 2018. L'augmentation constatée a été de **3.43%** en 2016 par rapport à 2015 ; de **2.41%** en 2017 par rapport à 2016 et de **0.87%** au 31 mars 2018 par rapport au 30 sept.2017.

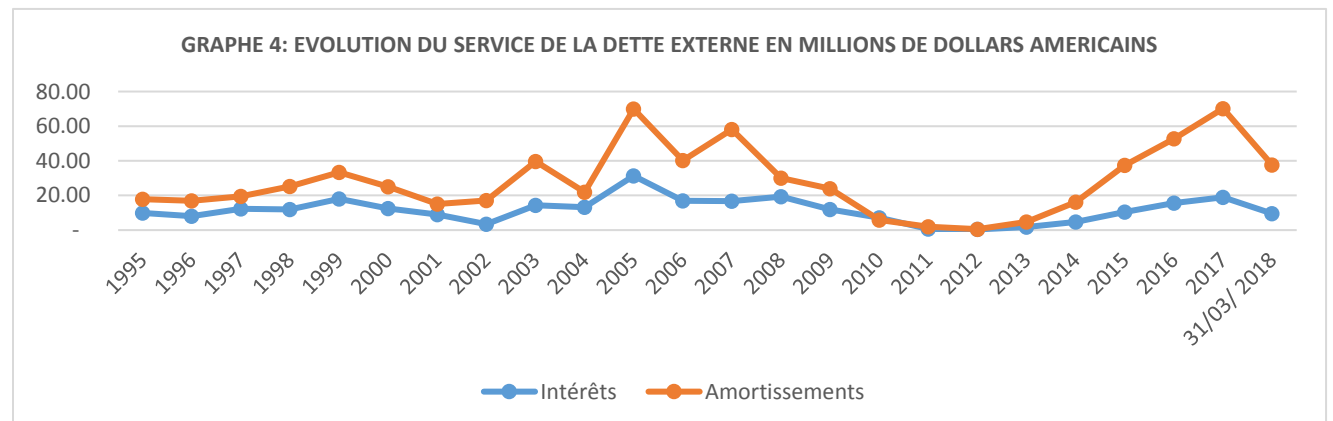
Mise à part des périodes d'annulation de la dette, de septembre 1995 à mars 2018, recourir à la dette extérieure pour financer le déséquilibre budgétaire est de plus en plus fréquent.



### SERVICE EXTERNE

En Haïti, le service de la dette externe constitue un poids considérable dans les budgets de l'Etat au cours de ces 25 dernières années. Hors mis l'obligation d'être payé en dollars américains, qui contribue en partie à la détérioration de la gourde par rapport au dollar, le service de la dette externe réduit la capacité de la puissance publique. Et, par ricochet, le potentiel de la politique budgétaire se trouve réduit.

Suivant ce que l'on peut constater, le service de la dette externe a évolué en dent de scie au cours de la période de 1995 à 2018. Il a subi une augmentation de 130.7% au 30 septembre 2015 par rapport à l'exercice fiscal 2013-2014, cette tendance croissante continue à s'imposer jusqu'au 31 mars 2018.



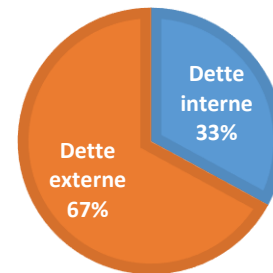


### 3. SITUATION ACTUELLE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

#### ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE

Au terme de ce 2<sup>e</sup> trimestre de l'exercice fiscal 2017-2018 le stock de la dette publique d'Haïti s'est arrêté à **203,051.59** millions de gourdes soit l'équivalent de **3,166.97** millions de dollars américains. La prédominance de la dette externe sur la dette interne est encore maintenue, soit 67% du portefeuille global. La dette interne est encore largement dominée par les créances envers la Banque de la République d'Haïti (BRH), et la dette externe par les engagements envers le Venezuela qui représente 85% du portefeuille externe. L'encours de la dette publique a subi une augmentation de 6% par rapport au 30 septembre 2017. La prise en compte du MEF des engagements de certaines mairies et autres institutions publiques envers la Pension Civile entraîne en partie cet accroissement

**GRAPHE 5: STOCK DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31/04/2018**



#### SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

Le service de la dette publique représente la somme des dépenses de l'Etat consacrée aux remboursements du principal et des intérêts. Le service de la dette publique dépend de l'importance du stock de la dette ainsi que le taux d'intérêt du portefeuille, donc plus l'Etat s'endette plus il aura besoin de ressources pour assurer le service de sa dette.

Au 31 mars 2018 le Trésor public a déjà décaissé **8,069.26** millions de gourdes pour honorer ses engagements envers ses créanciers. Ce montant représente 63% de celui décaissé sur l'ensemble de l'exercice antérieur. De janvier 2018 à mars 2018 soit au cours du deuxième trimestre **3,076.10** millions de gourdes a été décaissé pour payer le service de la dette publique.

ENCOURS DE LA DETTE D'HAÏTI		
Au 31 mars 2018		
Créanciers		
	GOURDES	DOLLARS
<b>Dette interne</b>	<b>66,869.25</b>	<b>1,042.95</b>
BRH	54,416.10	848.72
<i>Syndication</i>	860.63	13.42
<i>Créances/T.Public</i>	53,555.48	835.30
AIF	4,478.96	69.86
<i>ONA</i>	1,260.00	19.65
<i>BONS DU TRESOR</i>	1,400.00	21.84
<i>PSUGO</i>	958.33	14.95
<i>SYNDICATION</i>	860.63	13.42
AUTRES	7,974.19	124.37
Pension civile	1,714.22	26.74
Crédit Fournisseur	6,259.97	97.64
<b>Dette externe</b>	<b>136,182.34</b>	<b>2,124.02</b>
<b>Dette bilatérale</b>	<b>123,185.37</b>	<b>1,921.31</b>
<i>Bandes</i>	1,714.39	26.74
<i>PDVSA</i>	115,121.38	1,795.53
<i>Chine-Taiwan</i>	6,349.61	99.03
<b>Dette multilatérale</b>	<b>12,996.97</b>	<b>202.71</b>
<i>FMI</i>	6,597.47	102.90
<i>FIDA</i>	3,539.17	55.20
<i>Opec</i>	2,855.64	44.54
<i>Bid/Minoterie</i>	4.69	0.07
<b>Total</b>	<b>203,051.59</b>	<b>3,166.97</b>



DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE COMPTABILITE PUBLIQUE						
SERVICE DE LA DETTE D'HAITI						
TRIMESTRE 1						
Créanciers	Montant en gourdes			Montant en dollars		
	Amortissement	Intérêts	Total	Amortissement	Intérêts	Total
<b>Dettes internes</b>	<b>4,749.33</b>	<b>254.94</b>	<b>5,004.27</b>			
<b>AIF</b>	<b>2,223.75</b>	<b>181.35</b>	<b>2,405.10</b>			
ONA	-	-	-			
BONS DU TRESOR	1,400.00	-	1,400.00			
PSUGO	250.00	33.13	283.13			
SYNDICATION	573.75	148.22	721.97			
<b>ACI</b>	<b>2,525.58</b>	<b>73.59</b>	<b>2,599.17</b>			
PENSION CIVILE	31.11	5.54	36.65			
CREDIT FOURNISSEUR	864.78	68.05	932.83			
<b>Dettes externes</b>	<b>2,445.44</b>	<b>619.54</b>	<b>3,064.99</b>	<b>37.12</b>	<b>9.71</b>	<b>46.83</b>
<b>Dettes bilatérales</b>	<b>2,386.82</b>	<b>597.29</b>	<b>2,984.11</b>	<b>36.80</b>	<b>9.22</b>	<b>46.01</b>
Bandes	45.49	26.79	72.29	0.71	0.42	1.12
PDVSA	2,170.16	497.16	2,667.32	33.47	7.67	41.13
Chine-Taiwan	171.17	73.34	244.51	2.62	1.13	3.76
<b>Dettes multilatérales</b>	<b>58.62</b>	<b>22.25</b>	<b>80.87</b>	<b>0.33</b>	<b>0.49</b>	<b>0.82</b>
FMI	-	-	-	-	-	-
FIDA	-	-	-	-	-	-
Opec	58.27	22.24	80.50	0.33	0.49	0.82
Bid/Minoterie	0.35	0.02	0.37	-	-	-
<b>Total</b>	<b>7,194.77</b>	<b>874.48</b>	<b>8,069.26</b>	<b>37.12</b>	<b>9.71</b>	<b>46.83</b>

#### 4. NOUVEAUX INSTRUMENTS DE FINANCEMENT INTERNE

Mise à part du financement monétaire, une pratique peu recommandée aujourd'hui, la dette extérieure a été le mécanisme le plus usité pour financer le déficit budgétaire de l'Etat Haïtien. De 1995 à nos jours, la dette extérieure a plus que doublé, soit une croissance de plus de 137%.

Cependant, Depuis tantôt cinq ans, il y a une certaine tendance à aller vers le financement interne. Outre la dette traditionnelle envers la BRH, les gestionnaires du portefeuille ont développé des instruments pour financer des projets précis comme : l'éducation pour tous financée en partie par l'obligation PSUGO et le projet de la reprise des activités économiques des localités frappées par l'ouragan Sandy financé par la syndication POST SANDY.

#### OPPORTUNITES MULTIPLES

Face au besoin de financement des grands chantiers de l'Etat et sa capacité à mobiliser les fonds sur le marché international, le financement intérieur présente une panoplie d'opportunités pour l'Etat Haïtien. En témoigne, les expériences qui s'achèvent avec la syndication POST SANDY en 2019 et le PSUGO en 2020.

Bien qu'on est conscient du fait que le financement intérieur en terme de capital n'est pas plus important que le financement extérieur, cependant il offre l'opportunité à l'Etat Haïtien de :

- Structurer et dynamiser le marché financier local ;
- Financer plus rapidement certains projets ;
- Améliorer la structure du portefeuille de la dette publique.



## LES INSTRUMENTS RECENTS

Pour financer la mise en œuvre récente de certains grands projets de l'Etat Haïtien, le Gouvernement a conçu les instruments suivants :

- *Crédits fournisseurs,*

Initié en 2017 d'une valeur de 123 millions de dollars américains

Cet instrument permet d'acquérir, jusqu'à présent, certains instruments agricoles et industriels auprès du secteur privé à crédit payable selon un échéancier établi.

- *Prêt accordé par la pension civile aux collectivités territoriales et autres institutions publiques,*

Ce prêt dont le stock actuel est de 1,714 millions de gourdes permet à certaines municipalités et institutions publiques de faire face à des besoins de financement.

- *Bon du Trésor,*

Initié en Septembre 2010, stock actuel de 1,400 millions de gourdes

Permet à l'Etat de faire face au besoin de trésorerie provoqué généralement par un retard constaté au niveau des recettes publiques.